

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



L'Écho du Triangle du mardi 10 décembre 2019

Abandon d'EuropaCity, suspension des travaux de la gare, etc

Dans ce numéro :

ZADimanche du 15 décembre sur le Triangle de Gonesse à partir de 11h :.....	2
Après l'abandon d'EuropaCity, la lutte continue pour préserver les Terres de Gonesse :.....	2
Le départ pour Londres, dernier coup de bluff d'EuropaCity ?.....	3
Actualité judiciaire	4
<i>Jugement du 15/11/2019 par lequel le tribunal administratif de Montreuil suspend pendant un an la construction de la ligne 17 Nord sur et autour du Triangle de Gonesse</i>	4
<i>Ordonnance du TGI de Pontoise du 26/11/2019 relative à la demande d'expulsion du CPTG d'une parcelle propriété du conseil départemental du Val d'Oise</i>	4
Actualité administrative : deux enquêtes publiques auxquelles vous pouvez participer	5
<i>Enquête publique sur la zone agricole protégée (ZAP) au nord du Triangle de Gonesse</i>	5
<i>Enquête publique sur le permis de construire de la rénovation extension de la Gare du Nord à Paris</i>	6
Revue de presse (sélection)	6
<i>La région propose un plan d'urgence pour le Val d'Oise (Région Ile de France, 21/11/2019)</i>	6
<i>Anne-Hidalgo veut créer une coopérative agricole écolo (Le Parisien, 26/10/2019)</i>	6
<i>Europacity enterré, le triangle de Gonesse a-t-il un avenir agricole ? (20 Minutes, 25/11/2019)</i>	7
D'autres luttes à soutenir ailleurs	7
Contacts	8
<i>Consultez nos Communiqués de Presse</i>	8
<i>Retrouvez-nous sur internet</i>	8

ZADimanche du 15 décembre sur le Triangle de Gonesse à partir de 11h :

Cette ZADimanche est devenue mensuelle, après le report de 12 mois du chantier de la gare. Juste avant les fêtes de fin d'année, elle va nous permettre de faire le bilan de cette année riche en rebondissements et de faire le point sur les actions à mener.

En plus du traditionnel pique-nique, il y aura un sapin construit par nos bénévoles, que chacun pourra décorer sur place avec des décorations amenées par les visiteurs, soit faites maison ou récupérées chez eux.

Une GRATIFERIA (*) sera mise en place pour fêter cette ZADimanche de Noël.

(*) une gratiféria peut se comprendre comme un marché gratuit, cependant, il s'agit plutôt d'une fête : le principe est de donner gratuitement

Pour s'y rendre voir les précisions sur le site www.nonaeuropacity.com



Petit sapin deviendra grand ...

Après l'abandon d'EuropaCity, la lutte continue pour préserver les Terres de Gonesse :

Cela faisait des années que les opposants le disaient : le projet EuropaCity est daté et dépassé. Cela vient d'être acté par la [décision présidentielle de l'abandonner](#). EuropaCity mort et enterré, on pourrait croire l'affaire « pliée », mais il n'en est rien. D'abord parce que le grand projet pharaonique ne concernait que 80 hectares des 300 promis à l'artificialisation des sols. Ensuite parce que le gouvernement a missionné Francis Rol-Tanguy pour présenter un projet de remplacement pour le territoire, dont nul ne peut présager de ce qu'il peut advenir pour le Triangle de Gonesse.

Cette bonne nouvelle a été suivie d'une autre : la suspension par le tribunal administratif de Montreuil, sur requête des associations, des travaux de la ligne 17 nord, incluant la gare "en plein champ" pour une durée pouvant aller jusqu'à douze mois. On pourrait considérer cela comme une demi-victoire, les associations ayant demandé l'annulation pure et simple. Mais le verre est, suivant les humeurs, à moitié vide ou à moitié plein : si les travaux avaient commencé, comme cela était prévu, au début du mois d'octobre, les opposants auraient dû agir dans l'urgence. Cette pause est donc la bienvenue pour remobiliser l'opinion pour la préservation de la totalité du Triangle de Gonesse.

L'enjeu est donc maintenant la préservation des terres agricoles, avec l'ambition de réduire la dépendance alimentaire de l'agglomération parisienne. C'est l'objet du projet d'économie circulaire CARMA, que le CPTG continue à soutenir comme alternative à l'urbanisation. Pour cela, il y a aussi les moyens juridiques : action devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation définitive de la ZAC du triangle, plaidoirie en appel pour le maintien de l'annulation du plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse, action en première instance pour l'annulation du permis de construire de la gare.

Un grand merci à toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, ont permis de gagner cette décision du gouvernement.

Le combat continue et, plus que jamais, les associations militantes ont besoin du soutien de toutes et tous.



Projet enterré, entouré des bâtons plantés dans les plans

Le départ pour Londres, dernier coup de bluff d'EuropaCity ?

Après que le 7 nov. 2019 le président de la République a retiré le soutien de l'État à EuropaCity, ce dernier agite l'épouvantail de la délocalisation à l'étranger pour faire revenir l'État sur sa décision. D'après l'article "Direction Londres pour EuropaCity, après l'abandon du projet à Gonesse par Emmanuel Macron" de France 3 Paris Ile-de-France du 19 nov. 2019 (1), EuropaCity pourrait s'installer en banlieue de Londres :

« **Direction le Royaume-Uni pour EuropaCity.** Annulé dans le Val-d'Oise sur décision de l'Elysée, le mégacomplexe de commerces et de loisirs pourrait s'installer à Londres. Dès [l'annonce de l'abandon de la part d'Emmanuel Macron](#), Londres a appelé les investisseurs (la filiale immobilière d'Auchan Ceetrus et le groupe chinois Wanda) pour proposer de faire naître le projet dans la banlieue autour de la capitale britannique, selon une personne proche du dossier. D'après la même source, les discussions ont ainsi déjà commencé. »

Après le chantage à l'emploi version délocalisation hors de France d'usines aux emplois existant, voici le chantage à l'emploi version projet de centre commercial non encore construit aux hypothétiques promesses d'emplois ! Il faut rappeler que jusqu'ici Auchan affirmait ne pas vouloir faire EuropaCity ailleurs qu'à Gonesse. Par exemple, dans l'article 20 000 emplois suspendus à une gare » de Jean-Pierre Gonguet publié le 21 sept. 2012 dans La Tribune, Christophe Dalstein, le précédent directeur du projet, déclarait que :

« L'investissement se fera à Gonesse, ou ne se fera pas » :



Mais si l'OVNI EuropaCity devait atterrir à Londres, il ne fait aucun doute que le mouvement Extinction Rebellion très actif outre-Manche saura prendre le relais du CPTG pour s'y opposer...

(1) Cf. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/val-d-oise/direction-londres-europacity-apres-abandon-du-projet-gonesse-emmanuel-macron-1751779.html>

Actualité judiciaire

Jugement du 15/11/2019 par lequel le tribunal administratif de Montreuil suspend pendant un an la construction de la ligne 17 Nord sur et autour du Triangle de Gonesse

Le 15 novembre 2019 le TA de Montreuil (93) saisi du recours contre l'autorisation environnementale (ae) de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express (qui inclut la gare Triangle de Gonesse) a rendu un jugement suspendant pendant un an les travaux de cette ligne autour du Triangle de Gonesse, au motif que deux irrégularités entachaient l'étude d'impact (étude insuffisante des incidences cumulées de la ligne et de la ZAC, insuffisance des mesures de compensation d'atteintes à la biodiversité). [Ce jugement est consultable ici.](#)

[Le 6 novembre lors de l'audience](#) le rapporteur public avait demandé une suspension de dix mois.

Ordonnance du TGI de Pontoise du 26/11/2019 relative à la demande d'expulsion du CPTG d'une parcelle propriété du conseil départemental du Val d'Oise

Le 26 août 2019 le CPTG a été assigné en référé à la demande du conseil départemental du Val d'Oise (CD 95) de « libérer sans délai de tous occupants de son chef, ainsi que de tous biens, matériels, marchandises et plantations », et « sous astreinte de 500 euros par jour de retard », une parcelle du Triangle de Gonesse faisant partie depuis déc. 1989 du domaine privé du CD 95. L'ordonnance rendue le 26 nov. 2019 par le TGI de Pontoise a rejeté les moyens soulevés par le CPTG mais aussi les demandes d'astreintes du CD 95. Notant que « le lopin de terre objet du présent litige est d'une superficie restreinte ; que le [CD 95] n'apporte aucun élément justifiant de l'urgence à quitter les lieux » et que le CPTG « a réalisé la plantation d'un potager sur un terrain dont il n'est pas contesté qu'il était délaissé depuis plusieurs années, cette

initiative visant à entretenir la biodiversité dans le respect de l'environnement », le TGI de Pontoise en a conclu que le CPTG, « en plantant des légumes sur une portion de terre agricole ne trahit pas la destination naturelle et historique de ce terrain » et qu'« en conséquence, vu l'absence d'urgence, les délais sollicités par l'association [CPTG] lui seront en partie accordés et elle devra donc quitter les lieux au plus tard le 31 mars 2020 ».



Pas de temps perdu, semailles du dimanche 17 novembre 2019

Actualité administrative : deux enquêtes publiques auxquelles vous pouvez participer

Enquête publique sur la zone agricole protégée (ZAP) au nord du Triangle de Gonesse

Du 18/11/2019 au 19/12/2019 se tient [une enquête publique pour la création d'une ZAP sur les communes de Gonesse et Roissy-en-France](#).

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse est opposé à la création de cette ZAP notamment pour les raisons suivantes :

- les communes de Gonesse et de Roissy-en-France n'ont initié ce projet de ZAP que comme simple alibi pour faire valoir l'artificialisation de 300 hectares agricoles du Triangle de Gonesse ;
- le CPTG conteste la prise en compte dans le dossier de l'enquête publique de certaines surfaces comme surfaces agricoles ;
- les mesures annoncées pour faire fonctionner la ZAP ne font l'objet d'aucun engagement.
- le CPTG préconise d'étendre la ZAP aux 670 ha agricoles du Triangle de Gonesse et d'y ajouter l'emprise de plus de 100 ha du parc urbain de la Patte d'Oie. Cet espace permettrait d'introduire dans le projet de l'élevage quasi indispensable pour l'introduction de l'agriculture biologique. Ce parc permettrait d'assurer une continuité verte et une liaison agricole avec le reste de l'espace agricole de la Plaine de France.

Enquête publique sur le permis de construire de la rénovation extension de la Gare du Nord à Paris

[Le registre numérique de cette enquête publique est ouvert](#) du 20/11/2019 08h30 au 08/01/2020 17h00.

Ce permis de construire, destiné à accompagner le trafic de la Gare du Nord censé passer de 700 000 à 900 000 voyageurs par jour, est contesté pour de nombreuses raisons : mauvaise prise en compte de l'intermodalité (trop faible nombre de places de stationnement pour les vélos notamment), augmentation de certains temps de parcours dans la gare, surface des commerces jugée trop importante, choix esthétiques (passerelle annoncée comme « transparente » mais qui ne le serait pas)

Revue de presse (sélection)

La région propose un plan d'urgence pour le Val d'Oise (Région Ile de France, 21/11/2019)

La région Ile-de-France annonce son intention de consacrer [un milliard d'euros pour le développement de la partie Est du Val d'Oise](#) : Ce plan se décline en quatre points.

Le chapitre « transports » réaffirme la volonté de sanctuariser la gare du triangle de Gonesse, prétendument « *la seule qui permettra aux habitants des alentours de rejoindre plus rapidement Paris et la gare aéroportuaire* ». Une affirmation fausse, mais qui a la vie dure ! La Région réaffirme aussi son soutien à l'avenue du Parisis, malgré le jugement récent en appel qui confirme l'invalidation de la déclaration d'utilité publique. Parmi les autres propositions détaillées dans l'article, nous prenons acte de la volonté de faire enfin l'expertise des sols du triangle de Gonesse que s'était engagé à mener le maître d'œuvre d'EuropaCity, jamais faite peut-être parce qu'il connaissait le résultat par avance. Nous espérons que cette expertise permettra de couper court aux assertions de Christine Cavecchi, présidente du conseil général du Val d'Oise, qui affirme sans la moindre preuve que ces terres sont trop polluées pour produire une alimentation saine. Encore faut-il qu'elle soit faite par un cabinet réellement indépendant, ce dont on peut douter si c'est la Société du Grand Paris qui la diligente.

Anne-Hidalgo veut créer une coopérative agricole écolo (Le Parisien, 26/10/2019)

Pour arriver dans l'assiette des Parisiens, les denrées alimentaires, nous dit l'article, parcourent en moyenne plus de 600 km. Ceci est une aberration environnementale, surtout depuis [la suppression du train des primeurs](#) qui met chaque jour [25000 camions sur les routes](#) aux seules fins de ravitaillement de la région parisienne. A l'image de CARMA, le projet de réduire la dépendance alimentaire de la région parisienne fait aussi son chemin auprès des édiles, qui envisagent le rachat de terres agricoles qui seraient dédiées à l'alimentation de la capitale, un partenariat avec des exploitations agricoles existantes et la création de structures agricoles à partir de ses réserves foncières. Pour cela est envisagée la création d'une coopérative d'économie mixte [dont le nom est déjà connu : AgriParis](#). Les auteurs de la tribune consacrée à ce projet, qui soutenaient en son temps l'opposition à EuropaCity, déclarent : "*Ce projet permettra de renouer avec la tradition maraîchère de Paris et de ses environs ainsi que de commencer à relocaliser la production, créer des emplois et assurer des débouchés fiables aux agriculteurs. Les maraîchers de Paris étaient au XIX^e siècle les meilleurs permaculteurs maraîchers au monde. Il n'appartient qu'à nous de reprendre cette histoire*". Et la bonne nouvelle, selon eux, c'est que c'est possible !

Europacity enterré, le triangle de Gonesse a-t-il un avenir agricole ? (20 Minutes, 25/11/2019)

Avec ses 670 hectares de terres arables qui sont aujourd'hui les plus proches de l'agglomération parisienne, le triangle de Gonesse peut facilement s'intégrer dans un projet de type CARMA. Mais, pour Bernard Loup, « *On ne peut pas dire non à Europacity pour maintenir un territoire agricole lambda dont la production alimente des marchés mondiaux. Il faut quelque chose de plus ambitieux.* ». Pour Robert Spizicchino, président de CARMA, les 670 hectares du triangle de Gonesse peuvent être « *la première pierre de la reconquête de la ceinture maraîchère parisienne* ». Il ne cache pas son objectif d'étendre le modèle à d'autres terres, en citant les multiples exemples en Europe (Barcelone, Milan, Liège...) qui montrent qu'il est possible de recréer autour des grandes villes une « ceinture verte » à fonction alimentaire.

Pour la revue de presse complète, [cliquer ICI](#)

D'autres luttes à soutenir ailleurs

- [l'association Mardiéval](#), acteur historique de la lutte [contre le projet départemental de déviation et de pont sur la Loire près d'Orléans, destructeur de forêt](#) . Cette lutte est bien décrite dans l'article « [Près d'Orléans, les citoyens défendent la forêt contre les bulldozers](#) » de Manon Bracq et Serena Trerè publié le 12/11/2019 par Reporterre.
- le combat de l'association Tournai-Villedieu-Environnement (TVE) [contre le projet d'extension de la carrière de granulats de Tournai-sur-Dive \(Orne\)](#) destinée à approvisionner les chantiers du Grand Paris.
- l'association des riverains du port de Javel (Paris 15e) se mobilise à nouveau [contre le projet de reconstruction de la centrale à béton Lafarge](#) .
- Bonne nouvelle, « [les terres du quartier des Lentillères à Dijon resteront agricoles](#) » , via Le Monde du 28 Novembre 2019.
Cependant [les opposants au projet d'écoquartier qui luttent depuis neuf ans pour sauver ces 7 hectares des terres, sont menacés d'expulsion](#) pour laisser la place à « un système de jardins partagés et de projets de maraîchage » que veut mettre en place la Mairie de Dijon.



La déesse de la fertilité nous a accompagné.e.s

Contacts

CPTG : Bernard LOUP
nonaeuropacity@gmail.com

06 76 90 11 62
www.nonaeuropacity.com

CARMA : Robert SPIZZICHINO
groupermentcarma@gmail.com

06 87 62 38 84
www.carmapaysdefrance.com



Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables. Vous trouverez aussi l'historique des communiqués de presse.

Consultez nos Communiqués de Presse

<http://nonaeuropacity.com/communiqués-de-presse>

FAIRE UN DON

SIGNER LA PÉTITION

Retrouvez-nous sur internet

et faites-nous connaître dans vos réseaux



Ce courriel a été envoyé par CPTG Rue Gambetta 95400 Villiers le Bel